



Bureau
canadien de
l'éducation
internationale

Canadian
Bureau for
International
Education

RAPPORT SUCCINCT du BCEI



Une internationalisation pour tous éthique

Sur le thème du congrès annuel de 2016 du BCEI

Hans De Wit

Une internationalisation pour tous éthique

Le choix de Donald Trump comme candidat républicain à la présidence des États-Unis et Brexit, produit du referendum sur l'Europe au Royaume-Uni, ont mis en évidence une tendance qui se développait déjà dans d'autres pays ces dernières années : le renforcement spectaculaire des partis populaires de droite et des perceptions correspondantes en Autriche, en Hongrie, en France, aux Pays-Bas, en Suède, en Grèce et ailleurs. Les analystes et médias parlent d'une scission dans la population, entre les personnes qualifiées et non qualifiées, les jeunes et les vieux, les populations urbaines et rurales, et le « mondial » et le « local ». Dans la première catégorie, les gens se voient comme des citoyens du monde, très engagés envers la coopération mondiale et régionale, la diversité, l'environnement et d'autres objectifs de développement durable¹. À l'inverse, l'autre groupe semble avoir l'esprit très étroit et s'opposer avec fermeté à l'immigration, au commerce libre et à l'Europe. On pourrait se demander si cette scission est aussi nette que ce que suggèrent les médias. Après tout, de nombreux vieux citoyens des États-Unis ne supportent pas Donald Trump, et de nombreux Britanniques très qualifiés ont voté pour Brexit. Cette scission n'est pas réelle et il est dangereux et irresponsable de la présenter comme telle. En plus, cela n'arrive pas partout, comme on peut le constater au Canada.

Un secteur de l'enseignement supérieur séparateur

Dans l'enseignement supérieur, il semble aussi que l'on voie apparaître une division, entre les établissements de classe mondiale (qui ont des recherches, étudiants et chercheurs internationaux, sur la scène mondiale, collaborant dans le monde, en milieu urbain cosmopolite et dynamique et bénéficiant d'amples ressources inter/nationales et privées) et les autres, qui ont de la difficulté à s'en sortir dans les budgets de plus en plus petits, avec des étudiants et chercheurs peu talentueux et généralement situés dans des régions rurales désertées et/ou ayant des difficultés économiques. L'internationalisation est perçue comme une activité privilégiée par le premier groupe, menant à une plus grande qualité et à davantage d'opportunités. Ses étudiants

et chercheurs ont accès à des subventions et bourses internationales, voyagent de par le monde et deviennent des professionnels ayant d'excellentes perspectives professionnelles mondiales : ses diplômés sont perçus comme les prochains dirigeants du monde. Pour l'autre groupe, l'internationalisation est le reflet d'une aspiration irréaliste de s'élever dans les classements, de trouver de rares sources de subventions et bourses, et de rester en contact avec le reste du monde. Les établissements investissent dans des agents, des programmes passerelles et le recrutement d'étudiants et chercheurs internationaux, ils passent à l'enseignement dans la langue de l'élite cosmopolite, l'anglais (au lieu de garder la langue maternelle de leur personnel et de leurs étudiants), dans l'effort désespéré de faire partie de la classe mondiale, l'élite bien classée. Ces universités voient leurs chiffres d'étudiants locaux s'abaisser et payent de grandes commissions aux agents et autres fournisseurs commerciaux pour faire venir des étudiants chinois, indiens et coréens riches, ignorant le nombre de plus en plus grand de cas d'incompétence, de fraude et de corruption qui vont de pair, et ignorant les besoins des étudiants internationaux des groupes à faibles revenus. Même les universités, collèges, et écoles secondaires publiques (le nouveau marché international) succombent à la tentation des nouveaux riches, à la suite de la baisse du financement publique et de la chute du nombre d'étudiants locaux.

Cette situation n'est pas nouvelle, et les avertissements de ses risques et dangers non plus. En juin 2016, NAFSA a publié une étude² indiquant que 37 % des établissements des États-Unis utilisent désormais des agents de recrutement, soit une augmentation importante comparativement aux conclusions des études précédentes qui faisaient ressortir des chiffres de l'ordre de 20-30 %. Ces données sont remarquables, bien qu'elles ne soient pas surprenantes. Il est intéressant de constater que, si le recours à des agents augmente rapidement, plus de 70 % des établissements de l'étude se disent inquiets des fraudes possibles quand on travaille avec des intermédiaires à commission. Les trois principales raisons mentionnées dans l'étude pour ne pas utiliser d'agents étaient : le manque de confiance envers ces agents, le risque posé à la réputation de l'établissement par le fait de travailler avec des tiers et des raisons financières. Le manque de responsabilisation, d'intégrité et de transparence est perçu comme une grande inquiétude.

La tendance consistant à se reposer sur un intermédiaire est évidente dans un autre rapport de NAFSA, *The Landscape of Pathway Partnerships in the United States*³ (ou le paysage des partenariats passerelles aux États-Unis). Plus de la moitié (56 %) des 45 universités analysées dans ce rapport ne sont pas classées par US

Le climat politique et économique actuel a besoin de mesures pour améliorer la compréhension mutuelle et la coopération, et non les séparer encore plus.

1. <https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs>

News & World Report. Paradoxalement, l'étude indique que 12 % des établissements qui ne travaillent pas directement avec un agent travaillent avec des fournisseurs tiers d'anglais langue étrangère, ou des fournisseurs de passerelles, qui à leur tour ont recours à des agents pour recruter des étudiants en leur nom. Cela implique qu'il y a une relation directe entre le développement des programmes de passerelle et l'utilisation d'agents par les universités, surtout par celles qui ne se classent pas très haut. Autrement dit, ce sont les plus susceptibles de se heurter aux problèmes de pression économiques et démographiques résultant des marchés locaux en déclin, et de compenser ces lacunes en se mettant à la recherche d'inscriptions internationales.

Qu'est-ce que cela nous dit?

La course aux étudiants internationaux s'intensifie, devient plus commerciale, est plus souvent sous-traitée et comprend un risque plus élevé de corruption. Les universités et collèges, ainsi que les étudiants, sont à la fois agresseurs et victimes de cette situation, surtout les établissements qui ne se classent pas très haut, sont moins compétitifs et ont peu d'étudiants internationaux sophistiqués.

Les exemples des États-Unis sont loin d'être les seuls existants. L'éthique en enseignement supérieur est menacée partout dans le milieu compétitif et mondial des études supérieures. Le fossé entre les établissements de classe mondiale apparaissant en haut des classements nationaux et internationaux, et ceux qui ne le sont pas, ne se comble pas; il se creuse encore plus. Ainsi, les établissements du deuxième groupe prennent des chemins commerciaux désespérés et chers pour essayer de renverser la vapeur.

Les administrations, établissements et étudiants ont tout intérêt à ce que s'arrête la participation des recruteurs commerciaux, fournisseurs de passerelles à but lucratif et autres entreprises intermédiaires. Il est probable que cela se produise. De plus en plus d'entreprises commerciales, d'étudiants internationaux et d'établissement du bas de la hiérarchie de l'enseignement supérieur utilisent des failles et le manque actuel de supervision pour s'impliquer à différents niveaux de fraude, contribuant à l'incompatibilité des étudiants et établissements et, finalement, à l'affaiblissement de la qualité de l'instruction dans les établissements concernés.

Quelle est la solution?

En réaction à cette nouvelle situation, d'aucuns demandent une *internationalisation éthique*. D'autres demandent une

internationalisation pour tous. Concentrant l'attention sur une internationalisation « élitiste », que seul peut se permettre un petit groupe d'établissements mondiaux et étudiants et chercheurs privilégiés est dangereux puisque cela contribue à creuser le fossé éloignant les établissements défavorisés. Étant donné le fait que la dimension internationale de l'enseignement supérieur obtient plus d'attention et de reconnaissance, on tend à l'utiliser de façon qui corresponde le mieux à nos objectifs, ce qui mène à de nombreux mythes et fausses idées sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Il est important de souligner le point fondamental qui consiste à dire que l'internationalisation n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche et le rôle de service de l'enseignement supérieur envers la société.

Afin de faire passer la conversation à un concept d'internationalisation qui aurait une plus grande portée et créerait les plus grandes retombées, une étude du Parlement européen (de Wit et coll. 2015), après un exercice se servant de la méthode de Delphes, se veut enrichir la définition généralement acceptée de Jane Knight, de façon qui puisse guider et inspirer les universités et collèges dans leurs efforts d'internationalisation :

« processus **intentionnel** d'intégration des dimensions internationales, interculturelles ou mondiales à la finalité, aux fonctions **et** à la prestation de l'enseignement postsecondaire **afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche pour tous les étudiants et les membres du personnel et d'apporter une contribution utile à la société**. »

Cette définition révisée cherche à avancer trois points :

1. Elle indique que ce processus est prévu et réfléchi, ce qui crée un cadre d'orientation future, et est conçu pour renforcer et améliorer le rendement et la qualité de l'enseignement supérieur. Un processus intentionnel est un processus de réflexion, de décision et d'action.
2. Elle correspond à la sensibilisation au fait que l'enseignement supérieur doit inclure davantage de personnes et être moins élitiste. L'élément « à l'étranger » doit aussi faire partie intégrante du programme internationalisé pour tous les étudiants. Elle fait aussi intervenir les enseignants, puisque l'internationalisation de l'enseignement supérieur dépend de la participation active et de la motivation totale de tous les membres de l'enseignement supérieur qui, de par leurs différentes fonctions scolaires et de direction, seront au premier rang de l'exécution.

2. <http://www.bridge.edu/Bridge-Research-Library>

3. http://www.nafsa.org/Professional_Resources/Browse_by_Interest/International_Students_and_Scholars/Landscape_of_Pathway_Partnerships_in_the_United_States

3. Elle insiste sur le fait que l'internationalisation de l'enseignement supérieur n'est pas une fin en soi, mais une façon d'améliorer la qualité dans l'établissement et au-delà de l'établissement, et c'est pourquoi elle ne doit pas trouver sa source *uniquement* dans des raisons économiques.

On pourrait avancer que cette définition enrichie ajoute un angle normatif, alors qu'une définition doit être neutre. Mais dans un contexte où l'internationalisation est utilisée de façon vaste, diversifiée et non-voulue, davantage comme un processus de mondialisation qu'avec des dimensions commerciales fortes, une approche plus normative peut donner une perspective où les universités préparent leurs étudiants et leurs enseignants à devenir des chercheurs, professionnels et citoyens du monde qui connaissent et sont prêts à relever les difficultés et enjeux du monde, comme les objectifs de développement durable de l'ONU. Attirer l'attention sur une internationalisation

« élitiste », que seul peut se permettre un petit groupe d'établissements mondiaux et d'étudiants et chercheurs privilégiés, est dangereux, puisque cela contribue à creuser le fossé séparant les établissements et particuliers défavorisés. Le climat politique et économique actuel a besoin de mesures pour améliorer la compréhension mutuelle et la coopération, et non les séparer encore plus. Maintenant plus que jamais, l'internationalisation doit être pour tous (les établissements et leurs étudiants et personnel) et elle doit être éthique.

Bibliographie

De Wit, Hans, Fiona Hunter, Eva Egron-Polak et Laura Howard (Eds). 2015. *L'internationalisation de l'enseignement supérieur*. Une étude pour le Parlement européen, Bruxelles.

De Wit, Hans. 2016. Internationalisation should be ethical and for all. *University World News*, 15 juillet 2016 Numéro 422.

Le BCEI souhaite remercier Hans de Wit d'avoir préparé cet article pour lancer et enrichir la réflexion sur le thème de notre congrès de 2016, *L'internationalisation pour tous*, pleins feux sur l'internationalisation chez soi.

Publié avec son aimable autorisation.

© BCEI et Hans De Wit

Hans de Wit est directeur du Centre pour l'enseignement supérieur international (*Center for International Higher Education*, CIHE) au Boston College, États-Unis, et professeur d'études supérieures internationales au département d'enseignement supérieur et de leadership de l'école Lynch d'éducation du Boston College. Il a été directeur du centre pour l'internationalisation de l'enseignement supérieur (Centre for Higher Education Internationalisation, CHEI) de la Università Cattolica Sacro Cuore de Milan, en Italie et professeur d'internationalisation de l'enseignement supérieur à la University of Applied Sciences d'Amsterdam. Il est chargé de recherche à l'unité pour l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans le monde en voie de développement (*Unit for Higher Education Internationalisation in the Developing World*) à la Nelson Mandela Metropolitan University (NMMU), Port Elizabeth, Afrique du Sud.

Rédacteur en chef fondateur du *Journal of Studies in International Education* (Association for Studies in International Education/SAGE publications), membre du conseil éditorial des *Policy Reviews in Higher Education* (SRHE) et *International Journal of Educational Technology in Higher Education* (Springer/Universitat Oberta de Catalunya), rédacteur associé de *International Higher Education*, co-rédacteur de la série de livres *Global Perspectives in Higher Education* (Sense Publishers), il publie un blogue mensuel dans *University World News* sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur, www.universityworldnews.com.

Il a co-écrit plusieurs autres ouvrages et articles sur l'éducation internationale et participe activement à l'évaluation et aux initiatives d'expertise-conseil en éducation internationale, pour des organisations comme la Commission européenne, l'UNESCO, la Banque mondiale, l'IMHE/OCDE, l'AIU, le Parlement européen. En 2005-2006, il était boursier du nouveau siècle du programme *Fulbright* pour l'enseignement supérieur au XXI^e siècle. Hans de Wit est membre fondateur et ancien président de la *European Association for International Education* (EAIE). Il détient un baccalauréat, une maîtrise et un doctorat de la University of Amsterdam.

RAPPORT SUCCINCT DU BCEI

Bureau canadien de l'éducation internationale

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs.
Also available in English.

Bureau canadien de l'éducation internationale
220, avenue Laurier Ouest, bureau 1550
Ottawa (Ontario) K1P 5Z9

613-237-4820
www.cbie-bcei.ca
research-recherche@cbie.ca



Bureau
canadien de
l'éducation
internationale

Canadian
Bureau for
International
Education